

DUALITÉ DU POUVOIR, STRATÉGIE DU COMMUNISME ET DÉPÉRISSEMENT DE L'ÉTAT. LE DÉBAT ENTRE ALTHUSSER ET POULANTZAS

Fabio Bruschi

Presses Universitaires de France | « *Actuel Marx* »

2018/1 n° 63 | pages 171 à 187

ISSN 0994-4524

ISBN 9782130801870

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-actuel-marx-2018-1-page-171.htm>

Pour citer cet article :

Fabio Bruschi, « Dualité du pouvoir, stratégie du communisme et dépérissement de l'Etat. Le débat entre Althusser et Poulantzas », *Actuel Marx* 2018/1 (n° 63), p. 171-187.

Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

© Presses Universitaires de France. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

DUALITÉ DU POUVOIR, STRATÉGIE DU COMMUNISME ET DÉPÉRISSEMENT DE L'ÉTAT. LE DÉBAT ENTRE ALTHUSSER ET POULANTZAS

Par Fabio BRUSCHI

Nous proposons de reconstruire ici le débat qui, à la fin des années 1970, a opposé Althusser à Poulantzas autour de la question du rapport entre politique révolutionnaire, pouvoir politique et État. Nous étudierons comment ce débat a remis à l'ordre du jour la question de savoir si le dépérissement de l'État doit constituer le foyer d'une stratégie communiste et, le cas échéant, comment cette stratégie devrait dès à présent affecter la politique communiste. Nous montrerons en particulier que le cœur de ce débat est constitué par une évaluation de la portée stratégique actuelle de la conception léninienne de la dualité du pouvoir.

Pour bien comprendre la portée de ce débat, il faut le réinscrire dans la conjoncture de la constitution des stratégies dites « eurocommunistes » par lesquelles les principaux partis communistes occidentaux ont essayé de penser et de pratiquer une « voie occidentale vers le socialisme ». En ce qui concerne le PCF en particulier, cette stratégie était basée sur la théorie du « capitalisme monopoliste d'État », selon laquelle dans la « phase ultime » du développement capitaliste, « antichambre du socialisme », le pouvoir se trouve dans les mains de la fraction monopoliste de la bourgeoisie qui détient le contrôle de l'État au détriment de la société tout entière – y compris de la bourgeoisie non-monopoliste. Grâce à ce contrôle, des investissements publics sont mis en place qui dévaluent le capital pour relancer le processus d'accumulation en contrant la tendance à la baisse du taux de profit. Cette théorie conduisait le PCF à construire une stratégie de vastes alliances, en particulier avec le PS, qui, sur la base de la conquête électorale du pouvoir d'État, aurait dû exproprier la fraction monopoliste par une série plus ou moins importante de nationalisations, et transformer les appareils d'État en établissant une « démocratie avancée », conçue comme « transition pacifique » vers le socialisme. Cette stratégie reposait sur une conception instrumentale de l'État couplée à une conception restreinte du pouvoir de classe de la fraction monopoliste.

—
171
—

Cette stratégie aboutissait à une politique électoraliste et à des alliances qui se limitaient à des « contrats » entre partis « propriétaires » de leurs militants et de leurs électeurs¹.

Althusser et Poulantzas se distancient tous deux de cette stratégie, et de la conception du pouvoir et de l'État qui la sous-tend, bien qu'ils aient tous deux soutenu l'Union de la gauche, et que Poulantzas se soit reconnu dans la perspective globale de l'eurocommunisme, dont il essayait de développer une « version de gauche ». Les positions de Poulantzas et d'Althusser constituent ainsi, dans leur différence radicale, des tentatives d'interroger, depuis l'intérieur, les impasses et les possibilités de la politique communiste à l'aube de son enlèvement. En ce sens, elles sont intéressantes en tant qu'elles esquissent des alternatives qui n'ont pas été parcourues, mais qui, aujourd'hui encore, pourraient servir de guides pour réfléchir à des politiques d'opposition au capitalisme.

POULANTZAS CONTRE LÉNINE

Commençons avec le dernier ouvrage de Poulantzas : *L'État, le Pouvoir, le Socialisme*. Cet ouvrage entérine l'élargissement du concept d'État proposé par Althusser en 1970 dans « Idéologie et appareils idéologiques d'État² ». En même temps, en critiquant certains découpages trop nets (notamment entre appareils répressifs et appareils idéologiques d'État) ou en l'approfondissant (notamment en introduisant l'idée d'appareil économique d'État), les analyses poulantziennes de l'État capitaliste apparaissent bien plus avancées que celles d'Althusser³. La thèse majeure de Poulantzas est que « [l']État capitaliste [...] ne doit pas être considéré comme une entité intrinsèque mais [...] comme un rapport, plus exactement comme la condensation matérielle d'un rapport de forces entre classes et fractions de classe ». Une telle conception de l'État permet d'« éviter les impasses de l'éternel pseudo-dilemme de la discussion sur l'État, entre l'État conçu comme Chose-instrument et l'État conçu comme Sujet⁴ ». Il s'agit donc de renoncer à tout *postulat d'extériorité* entre les luttes des classes et l'État – extériorité de l'État-sujet par rapport à la lutte elle-même (l'État assurant une médiation neutre entre intérêts particuliers) ou extériorité de l'État-instrument par rapport à la lutte de la classe dominée (l'État pouvant être

1. Voir Claudin Fernando, *L'Eurocommunisme*, Paris, Maspero, 1977. Pour une présentation concise de cette théorie et de ses conséquences, voir « Démocratie et socialisme », la conclusion du *Traité marxiste d'économie politique. Le capitalisme monopoliste d'État*, Paris, Éditions sociales, 1971, t. 2. En ce qui concerne les débats sur l'État au sein du PCF, voir Fabre Jean, Hincker François, Sève Lucien, *Les Communistes et l'État*, Paris, Éditions sociales, 1977. Concernant la critique d'Althusser, voir le chapitre XIII de Althusser Louis, *Les Vaches noires*, Paris, Puf, 2016 et *Ce qui ne peut plus durer dans le parti communiste*, Paris, Maspero, 1978. Concernant la critique de Poulantzas, voir Poulantzas Nicos, *L'État, le Pouvoir, le Socialisme*, Paris, Puf, 1978, pp. 142-143. Voir également Di Maggio Marco, « L'Eurocommunisme des intellectuels : Poulantzas et la troisième voie au socialisme », in Ducange J.-N. et Keucheyan R., *La Fin de l'État démocratique. Nicos Poulantzas, un marxisme pour le XXI^e siècle*, Paris, Puf, 2016.

2. Althusser Louis, « Idéologie et appareils idéologiques d'État » (1970), *Sur la reproduction*, Paris, Puf, 2011.

3. Voir Sotiris Panagiotis, « Le dialogue continu de Poulantzas avec Gramsci », *Période*, 5 janvier 2017.

4. Poulantzas Nicos, *L'État, le Pouvoir, le Socialisme*, op. cit., p. 140.

pris par les classes dominées et manié à leurs fins propres ou devant être détruit car servant exclusivement les classes dominantes).

L'affirmation de l'intériorité autant des classes dominées que de leurs luttes par rapport à l'État implique que « *certaines, les luttes populaires, et plus généralement les pouvoirs, débordent de loin l'État* : mais pour autant qu'elles sont (et celles qui le sont) proprement politiques, elles ne lui sont pas réellement extérieures⁵ ». À ses yeux, l'État est donc *le terrain de la politique* : « les luttes populaires, sous leurs aspects politiques, se situent, je le répète, sur le terrain de l'État⁶. » Cela signifie qu'une pratique est politique pour autant qu'elle vise à transformer les rapports et la forme des appareils d'État, qui sont la condensation des rapports de force entre les classes.

Cette perspective conduit Poulantzas à remettre radicalement en question la stratégie du double pouvoir :

Prendre le pouvoir d'État signifie que soit déployée une lutte de masse telle qu'elle modifie le rapport de forces interne aux appareils d'État qui sont, eux-mêmes, le champ stratégique des luttes politiques. Alors que pour la stratégie de type double pouvoir, la modification décisive du rapport de forces ne se joue pas au sein de l'État, mais entre l'État et le deuxième pouvoir, cet anti-État qu'on suppose situé radicalement hors État, entre l'État et les masses supposées extérieures à l'État⁷.

Le refus de la stratégie du double pouvoir se base sur une lecture de Lénine selon laquelle « la ligne principale de Lénine ne fut pas originellement un quelconque étatisme autoritaire [mais] celle d'une substitution radicale de la démocratie dite formelle par la démocratie dite réelle, de la démocratie représentative par la seule démocratie directe dite conseiliste⁸ ». Lénine n'a donc pas d'abord pensé aux soviets comme à un deuxième État, mais comme à un « anti-État », en considérant que c'est dans l'extériorité par rapport à la forme-État, par la constitution *d'une autre forme de pouvoir* à partir de laquelle l'État peut être détruit, que le renversement du rapport de forces entre classes pourrait se produire. Selon Poulantzas, cette extériorité est toutefois un mythe, comme le confirme l'étatisation de soviets qui a suivi la révolution d'Octobre : le deuxième pouvoir peut certes être le tremplin pour conquérir le pouvoir d'État et

5. *Ibidem*, p. 155.

6. Poulantzas Nicos, *Repères, hier et aujourd'hui : textes sur l'État*, Paris, Maspero, 1980, p. 173.

7. Poulantzas Nicos, *L'État, le Pouvoir, le Socialisme*, op. cit., p. 285.

8. *Ibidem*, p. 279.

briser ses appareils, mais il est immédiatement réduit au « nouvel » État lorsque ce dernier est établi⁹.

Or, le reproche que Poulantzas adresse à Althusser – formulé explicitement dans un entretien de 1978 – est précisément de vouloir reprendre « la solution léniniste *originelle* ». Althusser proposerait la conception de l'État caractéristique de la III^e Internationale :

L'État comme outil ou *machine* [...] manipulable à volonté aux mains des classes dominantes. [...] Conception instrumentaliste, mais *essentialiste* aussi de l'État : soit les masses populaires y sont incluses – « intégrées », et contaminées alors par la peste bourgeoise qui infeste le château, soit elles restent pures en quête de leur pour-soi/conscience de classe (parti), et alors elles se situent radicalement hors les murs. Conquérir le pouvoir d'État ne peut alors signifier, tout au moins pour son noyau dur, que pénétrer le château fort *du dehors*, par assaut-guerre de mouvement ou par encerclement-guerre de positions (Gramsci), bref toujours par une stratégie « frontale » de type de *double pouvoir*. Le parti ne peut ainsi que se situer radicalement hors État, œuvrant comme *anti-État* à la constitution du deuxième pouvoir (soviets) qui se substituera au premier (destruction de l'État)¹⁰.

Poulantzas s'attaque ainsi directement à la proposition stratégique, avancée par Althusser dans « Le marxisme comme théorie 'finie'¹¹ », de la constitution d'un parti « hors État ».

L'ÉTAT COMME FORME DE LA LUTTE DES CLASSES

Essayons de préciser la manière dont Althusser reprend l'idée marxiste de l'État comme machine. Si, comme on l'a dit, les analyses de Poulantzas sont plus avancées que celles d'Althusser, ce dernier nous semble en réalité moins vouloir fournir une analyse fine du fonctionnement complexe de l'État capitaliste, que se donner les bases théoriques pour la constitution d'une stratégie communiste, ce qui requiert à ses yeux l'obligation de réaf-

9. Il faut noter que Poulantzas proposait une interprétation de Lénine fort différente dans son ouvrage de 1968 *Pouvoir politique et classes sociales* : « le mot d'ordre 'tout le pouvoir aux soviets' est lié, dans la pensée de Lénine, au fait qu'il considère les soviets comme un 'deuxième État'. [...] D'où la conclusion : il faut fortifier ce deuxième État et avoir pour objectif de le prendre en main en tant qu'État » (Poulantzas Nicos, *Pouvoir politique et classes sociales*, deux tomes, Paris, Maspero, 1971 [1968], t. I, p. 39). Poulantzas semble alors considérer que l'existence de ce deuxième État est indispensable pour faire en sorte que le niveau politique « condense » les diverses contradictions des autres niveaux de la formation sociale. Il reconnaît donc la validité de la stratégie du double pouvoir, tout en posant déjà l'identification de la politique avec l'État.

10. Poulantzas Nicos, *Repères*, op. cit., pp. 172-173.

11. Althusser Louis, « Le marxisme comme théorie 'finie' » (1978), *Solitude de Machiavel et autres textes*, Paris, Puf, 1998, p. 290.

firmer certains principes théoriques concernant la forme générale de l'État capitaliste. Est-ce que cette démarche revient à reproduire une conception « orthodoxe » de l'État, « essentialiste » et « instrumentaliste » ?

Il faut d'abord noter qu'Althusser ne pose pas tant un rapport d'extériorité entre masses et État qu'*entre État et lutte des classes*. Il affirme notamment que l'État est « séparé de la lutte des classes », ce qu'il explique ainsi :

Dans l'État tout l'arrière-monde de l'affrontement des forces et violences, *les pires violences de la lutte des classes ont disparu, au profit de leur seule et unique résultante: la Force de la classe dominante, qui ne se présente même pas comme ce qu'elle est: excès de sa propre force sur la force des classes dominées, mais comme Force tout court*. Et c'est cette Force-là ou Violence-là, qui est alors transformée en pouvoir par la machine de l'État¹².

Ce passage indique clairement que le fait que l'État soit séparé de la lutte des classes ne signifie pas qu'il n'ait rien à voir avec elle. Au contraire, c'est *bien le différentiel entre la force des classes dominantes et celle des classes dominées qui le structure*. Toutefois, dans la mesure même où il repose sur ce différentiel, *l'État impose à la lutte des classes un cadre au sein duquel la formation d'un pouvoir alternatif est impossible*, parce qu'une seule force y est reconnue, et qu'elle y est reconnue comme *la seule* force – qui est alors transformée en *pouvoir tout court*. C'est ce qu'Althusser appelle le « pseudo-cercle » ou la « grande mystification » de l'État: en se séparant de la lutte des classes, l'État participe à la constitution de ce qu'on pourrait appeler la *forme dominante de la lutte des classes*, dont ressort la *forme de pouvoir* de la classe dominante, en raison de laquelle la classe dominante domine. Pour le dire autrement, si l'État est bien la condensation de la lutte des classes, il n'est traversé que par la forme de lutte dominante et ne se laisse pas traverser par d'autres formes de lutte; si Poulantzas a raison de penser que « l'ennemi de classe est toujours dans l'État¹³ », il faut ajouter qu'il ne peut y être qu'en adhérant aux formes de lutte que ce dernier autorise. C'est pourquoi « soutenir que l'État est 'par définition traversé par la lutte des classes', c'est prendre ses désirs pour la réalité¹⁴ ». Althusser parvient ainsi à maintenir l'idée marxiste selon laquelle l'État est « au service » de la classe dominante, sans pour autant le considérer comme un instrument qui n'est par essence pas affecté par la force des classes dominées. Qui plus est, loin d'être une « chose-instrument » aux mains de la classe dominante,

12. Althusser Louis, « Marx dans ses limites » (1978), *Écrits philosophiques et politiques*, tome I, Paris, Livre de Poche, 1999, pp. 480-481.

13. Poulantzas Nicos, *L'État, le Pouvoir, le Socialisme*, op. cit., pp. 154-156.

14. Althusser Louis, « Marx dans ses limites », op. cit., p. 448.

l'État joue un rôle crucial dans le processus de son organisation en classe¹⁵.

Il est donc clair qu'Althusser ne pense pas que les luttes des masses populaires n'affectent pas l'État. Il affirme, par exemple, que la reconnaissance des partis et syndicats communistes, ou le code du travail, témoignent du contraire¹⁶. Il insiste toutefois largement sur les effets de l'encadrement de ces luttes par les appareils d'État, encadrement qui aboutit par exemple à diviser la lutte des classes entre lutte économique et politique et, ce faisant, à attribuer à celles-ci une seule forme légitime – la lutte politique étant, pour les masses, tendanciellement réduite aux élections; la lutte économique (la grève, par exemple) n'étant, quant à elle, reconnue que pour autant qu'elle porte des revendications d'ordre professionnel¹⁷.

Qu'en est-il des masses dans cette perspective? Nous avons déjà indiqué que la séparation entre État et lutte des classes ne correspond pas chez Althusser à un rapport d'extériorité entre masses et État. Ce rapport n'est pas une opposition d'ordre « métaphysique ». Il faut en effet se rappeler que, dès la *Réponse à John Lewis*, Althusser affirme que la thèse selon laquelle « ce sont les masses qui font l'histoire » ne peut être comprise qu'en évacuant toute figure du sujet: « le 'sujet'/masses pose de sacrés problèmes d'identité, d'identification. Un sujet, c'est aussi un être dont on peut dire: 'c'est lui!'. Le 'sujet'/masses, comment faire pour dire: 'c'est lui'¹⁸? » Cette évacuation du sujet/masses est opérée par la thèse affirmant que « la lutte des classes est le moteur de l'histoire », qui implique que « la puissance révolutionnaire des masses n'est puissante qu'en fonction de la lutte des classes¹⁹ ». Les masses existent donc en étant « tiraillées » entre différentes formes de la lutte des classes.

À la lumière de l'évacuation du sujet/masses, revenons à la forme capitaliste de la lutte des classes. On a vu que l'État participe à la constitution de cette forme de lutte. C'est en analysant l'articulation de l'État aux structures du mode de production capitaliste que l'on peut pleinement comprendre les effets de cette constitution sur les masses. C'est Poulantzas lui-même qui a identifié ces effets d'une manière particulièrement pré-

15. « [Il] [...] faut [à l'État] cette 'séparation', pour pouvoir intervenir dans la lutte des classes et 'tous azimuts' [...] aussi, éventuellement, dans la lutte de classe intérieure à la classe dominante, contre la division de la classe dominante qui peut être pour elle, si la lutte de classe ouvrière et populaire est forte, un grave péril » (*Ibidem*, p. 438). Ces développements constituent une manière de reformuler deux thèses essentielles d'Althusser: 1) « [L]a lutte des classes et l'existence des classes sont une seule et même chose » (Althusser Louis, *Réponse à John Lewis*, Paris, Maspero, 1973 [1972], pp. 29-30); 2) La lutte de la classe dominante est « première », et pose les conditions et les coordonnées de la lutte des classes dominées: « On se fait une fausse idée de la lutte de classe, en considérant qu'elle serait le fait de la révolte de la classe ouvrière contre l'injustice sociale, l'inégalité, voire l'exploitation capitaliste, bref en réduisant la lutte de classe à la lutte de la classe ouvrière contre des conditions d'exploitation données, et à la réplique de la bourgeoisie à cette lutte. C'est oublier que les conditions d'exploitation sont premières, que le procès de constitution des conditions de l'exploitation ouvrière est la forme fondamentale de la lutte de classe bourgeoise, donc que l'exploitation est déjà lutte de classe, et que la lutte de classe bourgeoise est première » (Louis Althusser, « Note sur les AIE » (1976), Sur la reproduction, op. cit., p. 261).

16. Voir Althusser Louis, *Sur la reproduction*, op. cit., p. 131, 139, 199.

17. *Ibidem*, p. 132 et 155-156. Voir aussi, avec des accents beaucoup plus « pessimistes », Edelman Bernard, *La Légalisation de la classe ouvrière*, tome 1: *L'entreprise*, Paris, Christian Bourgeois, 1978.

18. Althusser Louis, *Réponse à John Lewis*, op. cit., p. 27.

19. *Ibidem*, p. 30.

cise, depuis une perspective althussérienne, à travers ce qu'il appelle, dans *Pouvoir politique et classes sociales*, l'« effet d'isolement » :

Si l'on examine [...] la lutte économique de classe, les rapports sociaux économiques du [mode de production capitaliste], on constate une caractéristique *fondamentale et originale* que je définirai désormais comme « *effet d'isolement* ». Elle consiste en ce que les *structures juridiques et idéologiques* qui, déterminées en dernière instance par la structure du procès de travail, instaurent, à leur niveau, les agents de la production distribués en classes sociales en « sujets » juridiques et idéologiques, ont comme *effet*, sur la lutte économique de classe, l'occultation, de façon particulière, aux agents de leurs rapports comme rapports de classe. Les rapports sociaux économiques sont effectivement *vécus* par les supports sur le mode d'un fractionnement et d'une atomisation spécifiques. [...] Cet effet d'isolement *est terriblement réel*: il a un nom, *la concurrence* entre les ouvriers salariés et entre les capitalistes propriétaires privés. En fait, c'est une conception idéologique des rapports capitalistes de production qui les conçoit en tant que rencontres échangistes, sur le marché, d'individus-agents de la production. Mais la concurrence, loin de désigner la *structure des rapports capitalistes de production*, consiste précisément dans l'effet du juridique et de l'idéologique sur les *rapports sociaux économiques*²⁰.

Dans ce cadre, l'« État se donne constamment comme l'unité proprement politique d'une lutte économique qui manifeste, dans sa nature, cet isolement. Il se donne comme représentatif de l'« intérêt général » d'intérêts économiques concurrentiels et divergents qui occultent aux agents, tels qu'ils sont vécus par eux, leur intérêt de classe²¹ ». En étant prises dans le mode de production capitaliste et dans les appareils d'État qui s'y articulent, les masses sont donc constituées comme un amas d'individus dont l'État assure la « représentation » (à la fois au sens politique et idéologique) mais aussi la « gestion » (économique) de manière plus ou moins appropriée, ce qui produit *l'effacement tendanciel de la lutte des classes* elle-même, ou la désorganisation des classes dominées (alors que les classes dominantes sont organisées dans l'État). La forme dominante de la lutte des classes n'est donc même plus reconnue comme une forme de la lutte des classes.

20. Poulantzas Nicos, *Pouvoir politique et classes sociales*, op. cit., t. I, pp. 135-137.

21. *Ibidem*, p. 139.

Mais il faut alors se demander si les masses ne sont pas travaillées par d'autres formes de la lutte des classes, par ce qu'on pourrait appeler la *forme prolétarienne* de la lutte des classes, où leur rapport à l'État se trouve profondément transformé. Celui-ci est le principe le plus essentiel, et le plus difficile à saisir, de la proposition théorico-stratégique d'Althusser, qu'on le voit découvrir comme avec surprise dans un texte encore inédit : « *Il faut concevoir la lutte de classe comme un affrontement de deux luttes de classes* (c'est cela : *la lutte de classe n'est pas la lutte de deux classes, qui lutteraient l'une contre l'autre dans leur lutte parce que classes, – mais la lutte entre deux luttes*, l'affrontement de deux corps tous deux en lutte et luttant chacun avec ses propres armes, qui ne sont absolument pas les mêmes dans le cas qui nous occupe, les armes de la lutte de classe prolétarienne n'ont absolument aucun rapport avec les armes de la lutte de classe bourgeoise, et la stratégie et la tactique, et la pratique de lutte non plus)²². » Nous reviendrons dans un instant sur cette autre forme de lutte.

Il faut reconnaître que Poulantzas n'ignore pas les problèmes suscités par la conception de l'État comme « traversé » par la lutte des classes. En effet, si cette idée était juste, on pourrait éventuellement aboutir à une situation de *double pouvoir au sein même de l'État*, par exemple entre certains de ses appareils. Au contraire,

[c]e n'est pas par le biais d'appareils concentrant un *pouvoir propre* aux classes dominées que celles-ci existent dans l'État mais, pour l'essentiel, sous forme de foyers d'opposition au pouvoir des classes dominantes. Il serait faux [...] de conclure que la présence des classes populaires dans l'État signifierait qu'elles y détiennent, ou qu'elles pourraient à la longue y détenir, *sans transformation radicale de cet État*, du pouvoir. [...] Même dans le cas d'un changement du rapport des forces et de modification du pouvoir d'État en faveur des classes populaires, l'État tend, à plus ou moins long terme, à rétablir, parfois sous nouvelle forme, le rapport de forces en faveur de la bourgeoisie.

Il s'ensuit que « [l']action des masses populaires au sein de l'État est la condition nécessaire de sa transformation, mais ne saurait suffire²³ ». Poulantzas reconnaît ainsi l'importance pour les masses populaires « de maintenir et déployer en permanence des foyers et des réseaux à distance de ces appareils : mouvements de démocratie directe à la base et réseaux autogestionnaires ». Mais, rappelle-t-il immédiatement, « ceux-ci ne se

22. Althusser Louis, « Projet de livre sur l'impérialisme » (1973), A21-03.02, p. 12 (les écrits inédits d'Althusser sont consultables à l'Institut mémoires de l'édition contemporaine).

23. Poulantzas Nicos, *L'État, le Pouvoir, le Socialisme*, op. cit., p. 157.

situent pas, pour autant qu'ils visent des objectifs politiques, hors État ni, de toute façon, hors pouvoir²⁴ ».

En plus de remarquer l'oscillation symptomatique entre « hors État » et « hors pouvoir » – personne ne songerait à affirmer que les « mouvements sociaux » sont « hors pouvoir » mais cela ne veut pas dire qu'ils ne sont politiques que sur le terrain de l'État –, nous pouvons reprendre la critique formulée par Andrea Cavazzini face à cette forme de « reconnaissance » de la nécessité d'une extériorité des luttes des masses populaires par rapport à l'État :

Les partis eurocommunistes, ou « socialistes » au sens poulantzien, devraient maintenir ces instances perpétuellement à l'extérieur des pratiques politiques, tout en utilisant leur présence menaçante pour accroître leurs propres marges d'action à l'intérieur des lieux « officiels » de la décision politique. [...] [C]ette position [...] rend impossible de se poser des questions à l'égard d'une *transformation de la politique* qui ne se limiterait à en modifier les structures actuelles, mais qui oserait remettre en question les lieux de sa « production », le statut de ses acteurs, qui en proposerait finalement un changement *au niveau même de sa définition*²⁵.

Cette renonciation à penser une transformation de la politique elle-même par-delà la « forme État » conduit finalement Poulantzas à poser comme nécessaire « une certaine séparation entre l'État et les rapports sociaux, donc forcément (trêve de faux-semblants) un certain *non-dépérissement* de l'État²⁶ ». Si l'on identifie la politique et l'État, il faut donc renoncer à la possibilité stratégique du dépérissement de l'État, afin d'éviter d'affirmer la disparition, avec l'État, de toute forme de politique – conclusion qu'après tout Marx et Engels avaient eux-mêmes tirée. Au contraire, pour Althusser, « si [la société communiste] est enfin libérée de l'État, il n'est pas possible de dire qu'elle verra la fin de la politique : la fin de la politique dans ses dernières formes bourgeoises, certes, – mais cette politique-là [...] sera remplacée par une tout autre politique, une politique [...] sans État, ce qui n'est pas si difficile à concevoir dès qu'on a vu qu'il ne fallait pas confondre, même dans notre société, politique et État²⁷ ». C'est

24. *Ibidem*, pp. 168-169.

25. Cavazzini Andrea, *Crise du marxisme et critique de l'État*, Archives du GRM, 1^{re} année, 16 février 2008, URL : <https://grm.hypotheses.org/267>. Isabelle Garo a récemment critiqué la conception restrictive de la politique et de sa transformation propre à Poulantzas. Elle a même proposé de la corriger même dans des directions similaires à celles que nous proposerons dans un instant à partir d'Althusser. Elle a toutefois relié les limites de Poulantzas à l'influence du « structuralisme » et en particulier d'Althusser (voir Garo Isabelle, « La réflexion stratégique de Nicos Poulantzas, entre économie et politique », in Ducange J.-N. et Keucheyan R., *La Fin de l'État démocratique*, op. cit.)

26. Poulantzas Nicos, *Repères*, op. cit., p. 168.

27. Althusser Louis, « Le marxisme comme théorie 'finie' », op. cit., p. 292. Il ne faut donc pas confondre la position d'Althusser avec celle de certains communistes italiens comme Pietro Ingrao qui proposaient d'« élargir » ou de « socialiser » la politique, sans qu'elle change fondamentalement de forme (voir *Ibidem*, p. 293).

donc précisément à la construction d'une pensée de la transformation de la politique, de la constitution d'une « nouvelle pratique de la politique » porteuse d'une nouvelle forme de pouvoir, que s'attelle Althusser, considérant que Marx lui-même était « *paralysé* par la représentation bourgeoise de l'État, de la politique, etc., au point de la reproduire seulement sous une forme négative », ce qui a conduit le mouvement ouvrier à « bloquer » « la tendance au communisme²⁸ ».

LA STRATÉGIE DU COMMUNISME

Revenons maintenant à la proposition althussérienne du parti hors État, afin de comprendre comment elle ouvre la voie pour penser la forme prolétarienne de la lutte des classes, en tant qu'elle soutient une nouvelle forme de pouvoir s'orientant dans le sens du dépérissement de l'État. Cette perspective est qualifiée par Althusser de « stratégie du communisme », en opposition avec les idées eurocommunistes de la « transition » vers la démocratie avancée, constituant elle-même une transition vers le mode de production socialiste, à son tour conçu comme transition vers le communisme²⁹. Althusser affirme en effet dans un texte-charnière encore inédit écrit en 1973, au moment où commence à se constituer la stratégie eurocommuniste, que « le mode de production socialiste n'existe pas³⁰ », car, comme les Chinois l'avaient compris³¹, le socialisme n'est rien d'autre que le carrefour entre deux voies : le mode de production capitaliste et son État, et le mode de production communiste et son absence d'État³². Mais Althusser va encore plus loin en affirmant que non seulement « *une* formation sociale *peut* être 'entre deux chaises', 'en transition' entre deux modes de production », mais que « *[t]oute* formation sociale est en transit ou transition ou voyage dans l'histoire³³ ». Définir une stratégie signifie alors ressaisir les tendances historiques qui traversent toute formation sociale pour favoriser l'une d'entre elles : « Marx pense le communisme comme une tendance de la société actuelle. Cette tendance n'est pas une résultante

28. *Ibidem*, p. 286.

29. Cette perspective conduit les masses à « faire antichambre » indéfiniment, comme Althusser l'explique en reprenant ironiquement l'idée du capitalisme monopoliste d'État comme « antichambre » du socialisme (voir Althusser Louis, « Projet de livre sur l'impérialisme » (1973), A21-03.02, p. 14).

30. Althusser Louis, « Projet de livre sur l'impérialisme » (1973), A21-02.04, p. 1.

31. voir Anonyme, attribué à Althusser Louis, « Sur la révolution culturelle », *Décalages. An Althusserian Studies Journal*, vol. 1, n° 1, 2014 [1966], URL : <http://scholar.oxy.edu/decalages/vol1/iss1/8/>.

32. Voir Althusser Louis, 22^e Congrès, Paris, Maspero, 1977, p. 49; Balibar affirme quelque chose de similaire lorsqu'il soutient que le socialisme est « l'existence de deux mondes au sein du même monde, deux époques en une seule époque de l'histoire universelle » (Balibar Étienne, *Sur la dictature du prolétariat*, Paris, Maspero, 1976, p. 151).

33. Althusser Louis, « Projet de livre sur l'impérialisme (1973) », A21-02.04, p. 4, nous soulignons. L'idée de la coexistence dans la conjoncture d'une multiplicité de modes de production en tant que principe d'une théorie de la transition historique est énoncée pour la première fois dans le chapitre « Éléments pour une théorie du passage » de Balibar Étienne, « Les concepts fondamentaux du matérialisme historique », *op. cit.* Dans ce texte, cette coexistence est toutefois limitée à des périodes de transition qui succèdent à des périodes de non-transition, rendant impossible d'expliquer la transition de celles-ci à celles-là (voir Balibar Étienne, « Sur la dialectique historique », in *Cinq études du matérialisme historique*, Paris, Maspero, 1974). Voir aussi Bettelheim Charles, *La Transition vers l'économie socialiste*, Paris, Maspero, 1968.

abstraite. Il existe déjà, dans les ‘interstices de la société capitaliste’ [...] des formes virtuelles de communisme³⁴. »

La tendance communiste est portée par la forme prolétarienne de la lutte des classes, dont il s’agit à présent d’identifier les caractéristiques fondamentales. Si la forme capitaliste de la lutte des classes consiste à produire un effet d’isolement auquel répond l’État comme représentant de l’intérêt général, ce qui relègue dans le cas le meilleur la lutte des classes à des revendications d’ordre professionnel, la forme prolétarienne de la lutte des classes consiste avant tout en une *reconnaissance de la lutte des classes comme forme de politique*, dès ses manifestations « économiques ». Pour le dire autrement, il faut abolir « la division classique des tâches entre la lutte économique et la lutte politique », car il s’agit d’une « conception restrictive de chaque forme de lutte » qui « freine [...] l’élargissement des formes de la lutte des classes ouvrière et populaire »³⁵. C’est précisément à la lumière de cette abolition que les althussériens conçoivent la dictature du prolétariat, qui

[s]upprime d’emblée la séparation caractéristique du capitalisme entre la sphère politique et la sphère économique, ou plus exactement la sphère du travail [...]. D’une part, elle transforme les problèmes de l’organisation du travail et de la transformation des rapports de travail en problèmes immédiatement politiques. D’autre part, elle fait immédiatement de toutes les formes du mouvement de masses, de la démocratie révolutionnaire de masse, autant de moyens pour révolutionner le travail et les rapports de production. Et, du même coup, elle *unifie le problème « politique » du dépérissement de l’État et le problème « économique » de la fin de l’exploitation*. Car, si ces problèmes ne peuvent pas être résolus l’un sans l’autre, ils peuvent être résolus l’un par l’autre et avec l’autre³⁶.

La politique est donc ici comprise en termes de mouvement et de démocratie révolutionnaire de masse : la dictature du prolétariat suppose « une démocratie qui *exige* l’intervention permanente, le rôle dirigeant dans l’État des masses populaires³⁷ ».

Nous avons avancé qu’Althusser ne conçoit pas le rapport entre masses et État comme une opposition métaphysique : il s’agit bien plutôt d’une

34. Althusser Louis, « Le marxisme comme théorie ‘finie’ », *op. cit.*, p. 285.

35. Althusser Louis, « Enfin la crise du marxisme ! » (1977), in *Solitude de Machiavel*, *op. cit.*, p. 276. Voir aussi Althusser Louis, « Le marxisme comme théorie ‘finie’ », *op. cit.*, p. 289.

36. Balibar Étienne, *Sur la dictature du prolétariat*, *op. cit.*, p. 111. Voir Tosel André, « Les critiques de la politique chez Marx », in Balibar É., Luperini C. et Tosel A., *Marx et sa critique de la politique*, Paris, Maspero, 1979, pp. 44-46.

37. Balibar Étienne, *Sur la dictature du prolétariat*, *op. cit.*, p. 111.

dialectique par laquelle les masses et l'État se présupposent et s'affectent réciproquement en fonction de la manière dont ils sont traversés par les formes de la lutte des classes. Si l'effet d'isolement produit un amas d'individus gérés et représentés par l'État, la forme prolétarienne de la lutte des classes tend à *transformer l'initiative des masses en un pouvoir autonome*, de manière à ce qu'elles *se réapproprient les fonctions de l'État en les transformant*, ce qui permet d'entamer le processus de son dépérissement. En d'autres mots, le rapport entre masses et État demeure, mais le lieu de l'initiative se déplace : on opère un « *renversement tendanciel* du rapport entre l'initiative des masses et leur assujettissement, ou plutôt leur manipulation³⁸ ».

L'attention à l'*initiative des masses* est une pièce essentielle de la proposition althussérienne des années 1970. À l'encontre des organisations politiques communistes qui, au cours du xx^e siècle, ont eu tendance à identifier dans les masses le sujet de l'histoire – la classe ouvrière universelle, par exemple – pour le représenter dans les appareils d'État, que celui-ci soit bourgeois ou prolétarien, c'est-à-dire pour s'autolégitimer en tant qu'appareils d'État en reproduisant la séparation entre gouvernants et gouvernés³⁹, Althusser considère que la transition ne se déroule jamais selon les schémas préétablis : il faut au contraire être à l'écoute des initiatives des masses, sans les identifier préalablement comme un sujet, c'est-à-dire sans croire savoir en avance d'où elles viennent et où elles vont. C'est pourquoi Althusser affirme que, pour donner un sens au mot d'ordre d'« Union du peuple de France » lancé par le PCF à l'époque, il faut dire aux masses « qu'il sera nécessaire de s'organiser de manière autonome, sous des formes originales, dans les entreprises, les quartiers, les villages, autour des questions de l'habitat, de l'école, de la santé, des transports, de l'environnement, etc., pour définir et défendre leurs revendications, d'abord pour préparer l'avènement de l'État révolutionnaire, ensuite pour le soutenir, le stimuler et le contraindre en même temps à 'dépérir'⁴⁰ ». Il faut donc « rendre la parole aux masses qui font l'histoire, se mettre non seulement 'au service des masses' (mot d'ordre qui peut aussi être réactionnaire), mais à leur écoute, [...] savoir se rendre attentif à l'imagination et à l'invention des masses⁴¹ ».

38. Balibar Étienne, « Interrogativi sul 'partito fuori dallo Stato' », in *Discutere lo Stato. Posizioni a confronto su una tesi di Louis Althusser*, Bari, De Donato, 1978, p. 284, nous traduisons.

39. « Considérez froidement les appels du P.C.F. aux 'masses'. Qu'est-ce que les 'masses' ? Quelque chose d'insaisissable pour cet appel, car les 'masses' ne s'appellent pas ; c'est le chien qui répond à la voix de son maître ; car, dans cet 'appel', les masses ne sont qu'une sorte de validation transcendante, un objet qui n'existe que pour faire exister cet appel. Dans ce jeu cruel, la bourgeoisie a gagné. Elle a 'inventé' la classe ouvrière ; mieux encore, elle a fait 'inventer' une classe ouvrière par ceux qui étaient chargés de la représenter » (Edelman Bernard, *La légalisation de la classe ouvrière*, op. cit., p. 192). Voir également Althusser Louis, « Le marxisme aujourd'hui », in *Solitude de Machiavel*, op. cit., p. 306 ; Althusser Louis, *Ce qui ne peut plus durer dans le parti communiste*, op. cit.

40. Althusser Louis, 22^e Congrès, op. cit., pp. 36-37.

41. *Ibidem*, p. 37. « Car les masses trouvent bien souvent elles-mêmes des solutions aux problèmes qu'elles posent. Il ne suffit donc pas d'être attentifs à leurs problèmes, il faut aussi se mettre à l'écoute de leurs solutions » (Althusser, Louis, *Les Vaches noires*, op. cit., p. 362).

C'est donc par rapport à ces initiatives que les organisations communistes doivent se *déterminer*, d'où leur caractère « hors État » : elles ne doivent pas se désintéresser de l'État, mais le principe stratégique de leur politique ne doit pas découler des exigences de la forme État, en tant qu'elle divise et individualise les luttes sociales, et reproduit la séparation entre gouvernants et gouvernés. D'où, comme le souligne Balibar, l'aporie de la politique du parti qui « doit à la fois *diriger* (ou se diriger), comme ferait un prince, trouver le 'point d'Archimède' où il faut s'insérer pour 'transformer le monde' (en tout cas la société), et *restituer* la capacité politique aux masses [...], cette capacité qu'elles possèdent en soi, mais dont les appareils de toute sorte ne cessent de les déposséder⁴² ». Althusser préciserait cependant que cette « restitution » est en fait une « réappropriation », surgissant au cours de luttes de classes et par rapport à laquelle le parti est sommé de se déterminer, car c'est au fond celui-ci le « point d'Archimède » où il faut s'insérer⁴³.

Le dépérissement de l'État devient alors l'horizon qui doit, dès maintenant, donner un sens aux formes de rapport entre politique prolétarienne et État, qu'elles visent la prise du pouvoir d'État et la destruction de son appareil, ou sa transformation interne. Cet horizon doit s'imposer dès maintenant dans des processus de réappropriation/transformation des fonctions de l'État.

[Q]u'on détruise ou transforme l'appareil d'État bourgeois, si on nous fabrique un nouvel appareil d'État sans qu'il serve, sous l'intervention des masses, à *son propre dépérissement*, nous aurons un nouvel appareil d'État *bourgeois*. [...] Le dépérissement doit commencer dès la destruction ou la transformation. [...] Le processus commence quand des organisations issues des masses s'emparent de certaines fonctions du nouvel État: dès son installation, ou même avant. Paradoxe, dira-t-on? Je ne pense pas. Car il n'est pas de temps unique de la lutte des classes, mais il y a des temps qui se chevauchent, l'un en avance, l'autre en attente. Quelque chose peut commencer avant la révolution, qui va être ensuite l'effet de la révolution. [...] [C]e que Marx et Lénine [...] avaient en vue [en parlant de la dictature du prolétariat], et ils parlaient sur la base des expériences

42. Balibar Étienne, « Althusser et 'le communisme' », *La Pensée*, n° 382, avril-juin 2015, pp. 19-20.

43. Le paradigme de ce rapport entre masses et parti est identifié magistralement par Linhart : « Si Octobre a eu lieu en octobre, c'est parce que les paysans russes, en passant à l'action à l'époque des labours, ont, par là même, mis en demeure toutes les forces politiques de se déterminer par rapport à la question du pouvoir des masses – du pouvoir tout court. La seule réponse conséquente, dans cette situation de crise aiguë, fut celle des bolcheviks : l'insurrection armée contre le gouvernement provisoire, pour sauver et protéger le mouvement de masse » (Linhart Robert, *Lénine, les paysans, Taylor. Essai d'analyse matérialiste historique de la naissance du système productif soviétique*, Paris, Seuil, 1976, pp. 26-27).

concrètes de la Commune de Paris et de la révolution bolchevik, c'était la prise en charge, par les masses organisées, d'une part de plus en plus grande des fonctions de l'appareil d'État, c'est-à-dire, car c'est là le point important, *la transformation de ces mêmes fonctions par leur prise en charge*. Et ce qui est absolument décisif, ni Marx ni Lénine n'attendaient du nouvel État qu'il suscite ou définisse ces initiatives populaires : dans leur contenu comme dans leur forme, ces nouvelles organisations populaires et leurs pratiques [...] n'étaient que des inventions du peuple en lutte⁴⁴.

C'est cette *précédence de l'effet de la révolution par rapport à la révolution elle-même, ce chevauchement des temps de la lutte*, qui permettent alors de repenser l'idée de double pouvoir : pour la politique communiste, il ne s'agit pas simplement, ou prioritairement, de prendre et de détruire le pouvoir existant, ou de le transformer, mais de *former un nouveau pouvoir*, qui soit *un pouvoir de type nouveau*, par *l'appropriation/transformation par les masses des fonctions des appareils d'État*. Il s'agit, pour le dire autrement, de *commencer dès maintenant la transition communiste, à partir des « prémisses » de communisme déjà existantes* : « Le communisme n'est pas un mot, ni un rêve pour on ne sait quel avenir perdu. Le communisme est notre unique stratégie, et, comme toute stratégie vraie, non seulement il commande aujourd'hui, mais il commence aujourd'hui. Mieux : il a déjà commencé⁴⁵. »

L'illustration la plus saisissante de ces idées se trouve dans un texte de Balibar de 1972 intitulé « La rectification du 'Manifeste communiste' ». La « rectification » dont il est question est celle opérée par Marx par rapport à la conception de l'État et de la politique révolutionnaire qu'il avait formulée auparavant avec Engels dans le *Manifeste*, rectification faite à la suite de l'expérience de la Commune de Paris. « [L]a Commune prouve que le 'non-État' (la destruction de l'État) n'est pas seulement *un résultat final* du processus révolutionnaire. C'en est au contraire *un aspect initial, immédiatement présent* sans lequel il n'y a pas de processus révolutionnaire du tout. [C]ette extinction *commence immédiatement* [...], non pas dans une intention, mais des mesures pratiques qui contredisent directement l'inévitable 'survivance' de l'État⁴⁶. » La leçon de la Commune nous apprend donc que le pouvoir du prolétariat, d'une façon rigoureusement inverse par rapport à celui de la bourgeoisie, se renforce dans la mesure où

44. Althusser Louis, *Les Vaches noires*, op. cit., p. 247, pp. 266-267.

45. *Ibidem*, pp. 247-248.

46. Balibar Étienne, « La rectification du 'Manifeste communiste' » (1972), *Cinq études du matérialisme historique*, Paris, Maspero, 1974, p. 88.

l'appareil d'État commence à dépérir – et ceci même lorsqu'il en détient le pouvoir. D'où la nécessité de deux conditions corrélatives : 1) « l'existence, à côté de l'appareil d'État, d'organisations politiques d'un type nouveau, des organisations politiques de masse, *des organisations politiques de travailleurs*, qui contrôlent l'appareil d'État et se le soumettent, y compris sous sa forme nouvelle » ; 2) « la *pénétration de la pratique politique dans la sphère du 'travail', de la production*. En d'autres termes, la fin de la séparation absolue, développée par le capitalisme lui-même, entre 'politique' et 'économie'⁴⁷ ». C'est pourquoi il faut remplacer l'appareil d'État existant « par l'ensemble d'un autre appareil d'État plus autre chose qu'un appareil d'État⁴⁸ », c'est-à-dire « la présence positive d'un autre terme⁴⁹ ». C'est dans cet autre terme que l'on peut reconnaître le principe d'« une nouvelle forme de politique⁵⁰ ».

CONCLUSION

Il nous semble que l'idée de parti « hors État » constitue bien une tentative de relancer l'idée léniniste de dualité du pouvoir – qu'au demeurant Althusser ne mentionne jamais explicitement – comme principe du dépérissement de l'État. Poulantzas, dans sa critique d'Althusser, l'avait bien compris. Il faut toutefois relever que cela ne signifie pas, comme Poulantzas le craint, qu'une telle stratégie est destinée à soumettre à nouveau les « soviets » à l'État, soit-il bourgeois ou prolétarien.

Or, si on relit les textes de Lénine de 1917, y compris *L'État et la révolution*, il faut reconnaître qu'il soutient *en même temps*, mais avec des accents différents suivant les changements du « moment actuel », que *les soviets sont un anti-État et un nouvel État*. Un texte très significatif à cet égard est « À propos des mots d'ordre », écrit après l'échec de l'insurrection de début juillet. Lénine affirme que « Tout le pouvoir aux soviets » est un mot d'ordre qui n'est valide que dans la phase où le pouvoir des soviets n'a pas été soumis à celui de l'État bourgeois, c'est-à-dire dans une phase où

47. *Ibidem*, p. 96.

48. *Ibidem*, p. 97.

49. *Ibidem*, p. 98.

50. Nous avons déjà vu que les positions de Balibar, notamment en ce qui concerne la dictature du prolétariat, se rapprochent de celles d'Althusser. Toutefois, un différend important a eu lieu entre eux à propos de la thèse du parti hors État. En répondant aux interventions d'Althusser de 1977-1978, Balibar se demande : « Ne retrouve-t-on pas ici la conception idéale (et idéaliste) d'un parti qui ne serait que l'effet de la volonté (révolutionnaire) de ses membres, le produit des règles qu'il s'impose à lui-même en fonction du but final auquel il tend (le communisme = le dépérissement de l'État), et qui serait en conséquence 'libre' de choisir le lieu qu'il occupe dans les rapports sociaux, et même de définir tout seul son 'intérieur' et son 'extérieur' ? » (Balibar Étienne, « Interrogativi sul 'partito fuori dallo Stato' », *op. cit.*, p. 272). Il nous semble qu'on ne peut pas interpréter l'extériorité du parti comme Balibar semble le faire ici, dans la mesure où Althusser ne nie pas que « [l]es masses ne sont en tout cas jamais 'hors État' » (*ibidem*, p. 276) et dans la mesure où il fait de leurs initiatives le point d'Archimède de la stratégie du communisme. Il prône ainsi, comme Balibar, un « *renversement tendanciel* du rapport entre l'initiative des masses et leur assujettissement », mais ce renversement ne peut toutefois s'opérer selon Althusser que si le parti parvient à se déterminer en fonction des initiatives des masses et non pas en fonction de soi-même en tant qu'appareil d'État, alors que pour Balibar ce renversement « n'est que l'autre nom du développement des contradictions de l'État, donc de la prépondérance de la 'politique prolétarienne' sur la 'politique bourgeoise' » (*Ibidem*, p. 284). Notons que, plus tard, Balibar donnera ouvertement raison à Poulantzas (voir Balibar Étienne, *La proposition de l'égaliberté. Essais politiques (1989-2009)*, Paris, Puf, 2010, p. 181).

l'on a affaire à une dualité du pouvoir. Or, à partir de juillet, s'impose la nécessité de contrecarrer la soumission des soviets à l'État bourgeois. Ce basculement n'est pas lié au fait que les bolcheviks ne sont pas majoritaires dans les soviets, ce qui était le cas aussi avant juillet, mais plutôt au fait qu'il faut surtout que les soviets continuent à constituer le foyer du dépérissement de l'État. L'enjeu fondamental est précisément de produire des conditions telles que le pouvoir des soviets puisse continuer à se déployer sans « contrainte extérieure ». Entre février et juillet, « [l]es soviets étaient formés par les délégués de la masse des ouvriers et des soldats libres, c'est-à-dire ne subissant aucune contrainte extérieure, et armés. Les armes entre les mains du peuple, l'absence de toute contrainte extérieure pesant sur le peuple, tel était *le fond* des choses. Voilà ce qui permettait et assurait le développement pacifique de toute la révolution⁵¹ ». C'est précisément l'imposition d'une telle contrainte extérieure qui conduit Lénine à penser la dualité du pouvoir comme *une période « transitoire », de courte durée*. Ainsi s'impose l'insurrection et la prise du pouvoir d'État, à la suite desquelles Lénine en vient à penser les soviets comme l'institution où les masses apprennent à administrer l'État et à organiser la production. Cela devait aboutir au dépérissement de l'État, mais, pour cette même raison, en participant à l'enrôlement des masses dans l'accumulation « socialiste », les soviets deviennent des appareils du nouvel État.

On peut toutefois se demander si, sous certaines conditions, il ne se serait pas possible et souhaitable de développer un *double pouvoir de longue durée*, qui maintienne ouverte la différence entre le pouvoir d'État et une autre forme de pouvoir politique. Il est intéressant de relever qu'Alberto Toscano est revenu sur une telle idée à partir d'un ouvrage écrit quasiment au même moment que les réflexions althussériennes sur la stratégie du communisme, à savoir les *Trentatré lezioni su Lenin* de Toni Negri. Dans cet ouvrage où il est question de dépasser la position de Lénine lui-même vers un « déploiement sur une longue période de la dualité du pouvoir⁵² », Negri théorise un « soviétisme des masses ». Toscano propose de relancer celui-ci sous la forme d'un « double biopouvoir » compris comme « la tentative collective de s'approprier politiquement les aspects de la reproduction sociale que l'État et le capital ont abandonnés ou rendus insupportablement exclusifs », tentative permettant « de penser le démantèlement des formes et relations sociales capitalistes sans compter sur la prémisse d'une rupture politique dans les opérations du pouvoir, sans attendre 'le jour d'après', la prise ou 'évaporation' de l'appareil répressif⁵³ ».

51. Lénine, « À propos des mots d'ordre » [1917], *Œuvres*, t. XXV, p. 198.

52. Negri Antonio, *Trentatré lezioni su Lenin*, Roma, Manifestolibri, 2004 [1972-73], p. 152.

53. Toscano Alberto, « After October, Before February », in Jameson Fredric, *An American Utopia. Dual Power and the Universal Army*, S. Žižek (éd.) London-New York, Verso, 2016, p. 228, nous traduisons.

Ailleurs, Toscano se pose la question de savoir si, du côté de la pensée althussérienne, il ne serait pas possible d'identifier « un parallélisme ou enchevêtrement complexe entre la théorie de la dualité du pouvoir et celle de la 'double référence' de la période de transition à deux ou plusieurs modes de production, dans une coexistence volatile⁵⁴ ». Il nous semble qu'il faut répondre par l'affirmative à cette question, en concluant à l'idée d'un double pouvoir qui est transitoire non pas tant parce qu'il doit être « de courte durée », mais parce qu'il est le lieu même de la transition et que, s'il n'est pas « transitoire » dans ce sens, il est destiné à se faire résorber dans la forme-État. ■

54. Toscano Alberto, « Transition Deprogrammed », *South Atlantic Quarterly*, vol. 113, n° 4, 2014, p. 769, nous traduisons.